



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
Démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VI - N°40 • Novembre 2014



LUBERO

WALIKALE

RUTSHURU

MASISI

STABILISATION DE L'EST

Vers la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones sorties de conflits

Arrêt sur image



Aéroport international de Goma. Le 27/11/2014. Un groupe de combattants FDLR et leurs dépendants vont être embarqués pour Kisangani avec l'appui de la MONUSCO, dans le cadre du programme DD3R

Mon point de vue

- 3** Ilots de stabilité : Une voie vers la restauration de l'autorité de l'Etat

Dossier spécial

- 5** Ray Virgilio Torres : "Mon expérience dans la mise en oeuvre d'îlots de stabilité dans le Nord Kivu"
6 Shabunda : Un îlot de stabilité pour le développement
7 Sange sauvé de l'insécurité?
8 Paix et sécurité retrouvées à Manono
9 Kalemie : A Lugwangulo, la MONUSCO veut aider à l'amélioration des conditions sécuritaires

Echos des secteurs

- 10** Droits de l'Homme : De nouvelles violations enregistrées sur le territoire de la RD Congo
11 Situation sécuritaire : Poursuite des opérations militaires contre les groupes armés
12 Reconnaissance de l'Europe "à L'homme qui répare les femmes"
13 Kinshasa : Quand la MONUSCO sensibilise sur Ebola et VIH/Sida

Qui fait quoi à la MONUSCO?

- 14** MONUSCO : Les pratiques optimales en marche!

Culture

- 16** Novembre : un mois culturel vécu à Kinshasa

Décryptage

- 18** Vous avez dit stabilité?

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Coordonnatrice des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Tom Tshibangu, Yulu Kabamba, Théophane Kinda, Basse Cheickh, Maja Bogioevic, Jean-Marc Matwaki

Stabilisation : quel impact dans l'Est de la RDC ?

✉ Par Richard De la Falaise

Le mot "stabilisation" apparaît de plus en plus souvent dans les noms d'opérations de la paix. Il ne faut y voir ni hasard ni précipitation mais la claire vision de l'organisation. Faut-il d'abord pacifier avant de stabiliser ? Mais cela veut-il dire qu'il ne faut pas penser, qu'il ne faut pas initier la stabilisation ? Au contraire, c'est parce que la stabilisation est un processus long qui demande de la coordination et une vision générale qu'elle doit apparaître aux premières heures de la paix. La stabilité, c'est la clef de la prospérité.

La MONUSCO est une des missions qui aura été, comme souvent auparavant, précurseur dans le domaine de l'élaboration puis de la mise en œuvre de 2008 à 2012 de la Stratégie internationale de soutien à la stabilisation (ISSSS), qui sera financée à hauteur de 360 millions de dollars et la mise en place de plus de 60 projets à l'Est de la RDC.

Cette stratégie aura réalisé de nombreux résultats mais il ne sera pas possible de mesurer son impact auprès des populations. Elle ne portera pas les fruits escomptés de paix et de stabilité à l'Est du pays et sera, sur instruction de la résolution 2053 du Conseil de sécurité, révisée afin de prendre plus en compte les dynamiques du conflit et les outils nécessaires afin de fournir une réponse plus adéquate et ciblée vers les populations concernées tout en assurant un engagement plus fort de la part du gouvernement national.

Le changement, ce n'est pas un moment mais plutôt un processus. Et stabiliser l'Est de la RDC sera le plus grand changement qu'aura connu le pays ces dernières décennies. En attendant, avec les avancées militaires contre les groupes armés, nous avons dû, une fois de plus, innover de plus belle avec le développement du concept des îlots de stabilité dans des territoires très reculés du Nord Kivu, Sud Kivu, de la Province Orientale, et du Nord Katanga.

Les îlots de stabilité nous permettent de nous focaliser, dès les premiers déploiements, sur la restauration des services de l'Etat et la mise en place de Projets à impact rapide (QIPS). Deux récents projets financés par le Fonds de consolidation de la Paix sont des exemples de la mise en œuvre de



Un Casque bleu escortant les habitants du Village Pinga, à Kalemie au Nord Katanga

Photo MONUSCO

Editorial Suite de la page 2

la Stratégie de stabilisation, qui par le dialogue intra et inter communautés permet d'identifier les dynamiques du conflit et d'y apporter une réponse programmatique.

Ces deux projets sont identifiés dans les zones où les îlots de stabilité seront établis permettant le suivi et le développement des services de l'Etat, ce qui permettra à la communauté internationale de s'assurer de l'engagement de celui-ci sur le développement et l'appui aux services de l'Etat dans les zones de stabilité.

Notre mandat de stabilisation nous permet d'innover et, je l'espère, de retenir les leçons pour le bénéfice d'autres missions. La MONUSCO, et avant la MONUC, a ouvert de nouveaux chemins dans les domaines de la protection des civils et le combat contre les violences sexuelles. Avec notre mandat dans le domaine de la stabilisation, nous continuons cette longue tradition qui suivra encore une nouvelle route ■

Ilots de stabilité Une voie vers la restauration de l'autorité de l'Etat

Le concept est peut-être nouveau en République démocratique du Congo, mais le présent dans la plupart des Missions de maintien de la paix des Nations Unies depuis quelques années déjà, sur recommandation du Conseil de Sécurité.

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Aujourd'hui, lorsqu'un ou plusieurs territoires de l'Est de la République démocratique du Congo sont libérés des mains des groupes armés, le Gouvernement, de concert avec la MONUSCO, déclare ces territoires "îlots de stabilité". L'idée est simple: aider les autorités à reprendre position des zones anciennement sous contrôle des milices et autres groupes armés. Voilà en quoi consiste ce concept. C'est un processus qui

s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Résolution 2147 du Conseil de sécurité.

Les avancées observées ces derniers mois dans le domaine de la stabilité grâce à la Brigade d'Intervention et d'autres instruments comme l'Accord de Paix d'Addis Abeba, nous démontrent que cette stabilité progresse. Même si les difficultés restent immenses, la MONUSCO a une détermination à toute épreuve pour assurer son mandat. Ce



Photo MONUSCO

Les îlots de stabilité sont une excellente idée pour les populations rurales

travail de sécurisation se fait graduellement et sur le long terme par la MONUSCO et le Gouvernement car, toutes les institutions de l'Etat doivent être représentées dans ces "terrains reconquis". La Mission s'achemine vers l'allègement de sa présence à l'Ouest et la rétrocession des activités ayant trait aux questions de développement aux agences sur le terrain, il est plus que temps que le concept d' "îlots de stabilité" soit intégré dans les démarches d'appui et d'accompagnement. Cela requiert également un engagement de la part du Gouvernement.

Voie obligée de la restauration de l'autorité de l'Etat?

La stabilité dans l'Est de la RDC, et partout dans le pays passera nécessairement par l'action militaire, certes, mais pas uniquement. D'autres actions doivent être entreprises en commençant par un renforcement de l'effectif civil. C'est la restauration de l'autorité de l'Etat, qui passe par l'installation des services publics, administratifs et sécuritaires. La MONUSCO aide ainsi le Gouvernement congolais à "combler ce gap" par toute une série de mesures, qui vont de la réfection de locaux administratifs à la réhabilitation des écoles, des hôpitaux, de leurs équipements, de l'installation des commissariats de police et autres bases de l'armée régulière. La consolidation de l'autorité de l'Etat, de la sécurité, de la stabilité, de la prospérité

économique est plus que jamais un impératif auquel la MONUSCO, à travers toutes ses actions, s'attèle.

La question, au demeurant légitime, est alors celle de savoir où est la ligne de démarcation entre l'humanitaire et les opérations de maintien de la paix. Ces dernières ne font-elles pas de l'humanitaire en lieu et place d'agences telles que l'Unicef, l'OMS, OCHA, PAM et autres Organisations Non Gouvernementales ? D'aucuns pensent à tort ou à raison, que dès lors que les missions de paix intègrent le concept de la stabilisation dans leurs assignations, elles empièteraient sur les prérogatives des humanitaires, en construisant des puits d'eau potable, des écoles, en réfectionnant des routes ou hôpitaux au sein de l'îlot de stabilité. Dans ce cas-là, les Projets à Impact Rapide (QIP) pris en compte depuis l'instauration des premières missions de paix n'auraient pas de raison d'être.

Poursuivre un même objectif

En réalité, les humanitaires et les Missions de maintien de la paix sont complémentaires dans leur action, si la coordination est bien entendue et bien menée. Les uns, comme les autres, poursuivent un même objectif : la paix, la sécurité et le développement, chacun jouant son rôle : la mission en apportant son concours par le déploiement de son personnel dans les îlots de stabilité

pour conseiller et appuyer le Gouvernement dans le processus de reconstruction des fonctions de l'Etat, les agences et ONGs, en assurant un mieux-être aux populations, avec des infrastructures sociales de base minimales.

A la vérité, il faudrait aussi envisager plus de mutualisation des moyens. Cela aura l'avantage non seulement de promouvoir le concept de "One UN", mais surtout, permettrait aux populations de disposer de projets de développement et d'infrastructures solides et viables. A ce sujet, comment ne pas citer en exemple l'excellent projet commun aux Nations Unies dans la Province de l'Equateur où après l'insurrection armée du MLIA (Mouvement de Libération des Indépendants et Alliés) de 2009-2010, la MONUSCO et les Agences du système des Nations Unies s'étaient mises ensemble pour créer la Ra-CoDo, Radio Communautaire de Dongo ?

Oui, les îlots de stabilité sont une excellente idée. Pour leur pérennité et leur efficacité, il conviendrait d'y associer tous ceux qui œuvrent pour la consolidation de la paix : ONGs (locales et internationales), Mission de paix, agences du système, autorités et population. Car la paix, au sens large du terme, n'est l'apanage ni des uns, ni des autres mais de tous ! ■

Ray Virgilio Torres : « Mon expérience dans la mise en œuvre d'îlots de stabilité dans le Nord Kivu »

Ray Virgilio Torres, chef du Bureau/MONUSCO Goma, vient de rejoindre Kinshasa, après 17 mois de bons et loyaux services rendus à la tête de ce bureau. Il assume actuellement des nouvelles fonctions de Directeur de la Division des affaires politiques. Le 30 novembre, le Représentant spécial du Secrétaire général, Martin Kobler, a tenu à exprimer toute sa gratitude à M. Torres pour l'excellent travail accompli. Et peu avant de quitter Goma, M. Torres s'est adressé à la presse, à travers laquelle il a remercié l'ensemble des populations du Nord Kivu, où il dit avoir expérimenté avec succès, le concept d'îlots de stabilité.

Par Sy Koumbo et Joseph Tshimanga/MONUSCO

Devant les journalistes, qui l'ont rencontré le 14 novembre, l'ancien chef de bureau MONUSCO Goma a détaillé quelques actions qu'il a menées, et les leçons qu'il en a tirées, en collaboration avec les différentes sections organiques de la Mission sur place.

Sa participation, dans le Nord Kivu, à la mise en œuvre d'îlots de stabilité a été très importante, selon lui. *« Je suis heureux d'avoir participé à la mise en place des îlots de stabilité dans le Nord-Kivu après le démantèlement du M23. On ne peut aider les gens que si on connaît leurs problèmes et on est à leur écoute... C'est ce que nous avons fait avec les îlots de stabilité en rapprochant le personnel de la MONUSCO, de l'administration dans les zones sorties des conflits »* a-t-il souligné.

« Sans beaucoup de moyens mais avec beaucoup d'idées, des actions ont été menées avec des résultats immédiats » rappelle M. Torres, quand il parle d'îlots de stabilité, dont le processus a commencé en 2013, à Itebero, dans le territoire de Walikale, lorsque des groupes armés locaux opérationnels dans cette zone avaient décidé de déposer les armes.

Après Walikale, c'était le tour du territoire de Rutshuru, au lendemain de la défaite du M23. Aussitôt le territoire libéré, la Police des Nations Unies (UNPOL) a accompagné la police nationale congolaise dans ce territoire où tout avait été détruit ou emporté. Des tentes ont été montées en guise de bureaux de police, des rations ont été ap-



Ray Torres interrogé par la presse

Photo MONUSCO

portées par la MONUSCO aux policiers congolais, afin de contribuer tant soit peu à l'amélioration des conditions optimales de travail.

Aujourd'hui, près d'un an après le départ du M23, environ un millier d'éléments de la Police nationale congolaise (PNC) ont été déployés dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo, y compris les forces de la Légion Nationale d'intervention. Ces redéploiements ont permis, dans ces zones déjà sécurisées par les FARDC et la Brigade d'Intervention (FIB), un transfert rapide des compétences en matière de gestion de l'ordre et de la sécurité publique en vue de

garantir la protection des personnes et de leurs biens.

Notons que Ray Virgilio Torres possède une solide expérience de 27 ans dans le domaine du développement et de l'action humanitaire au sein des Nations-Unies ainsi que dans la planification des interventions d'urgence. Il a notamment occupé divers postes de gestion de haut niveau à l'UNICEF à la fois sur le terrain, au Siège des Nations Unies à New-York et à Genève. Son parcours aux Nations Unies l'a conduit dans plusieurs pays, notamment en Sierra Leone, en Guinée, en Zambie, au Rwanda, en Inde, en Suisse, au Belize et dans son pays natal, le Honduras. ■

Sud Kivu

Shabunda Un îlot de stabilité pour le développement

Un projet d'îlot de stabilité réalisé par la MONUSCO dans le territoire de Shabunda permettrait la relance des activités de développement ainsi que le renforcement de l'autorité de l'Etat

Par Biliaminou Alao/MONUSCO

Le territoire de Shabunda figure au nombre d'îlots de stabilité que la MONUSCO veut établir dans les deux provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler, et l'Ambassadeur Matthew Rycroft, Représentant permanent de la Grande Bretagne au Conseil de Sécurité des Nations Unies, ont visité Shabunda le 15 octobre 2014, pour se rendre compte de la mise en œuvre de ce projet.

Martin Kobler a salué le soutien des partenaires de la MONUSCO et des Agences de l'ONU dans la mise en œuvre dudit projet. De même que l'Ambassadeur Matthew Rycroft, qui s'est réjoui de la contribution logistique

de son pays aux travaux d'aménagement du territoire, notamment le désenclavement de cette zone de Shabunda avec la réhabilitation de la route Burhale-Shabunda et la construction de nombreux ponts, dans le cadre de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité de l'Est de la RDC (ISSSS).

Les autorités locales de Shabunda, par la voix de l'Administrateur du territoire, ont affirmé avoir pris des dispositions nécessaires pour entretenir les routes par la mise sur pied, dans les villages, des comités de maintenance et de suivi. Le Ministre provincial de l'intérieur et le Vice-Président de l'Assemblée provinciale ont, pour leur part, pris l'engagement de sensibiliser les jeunes à quitter les groupes armés pour contribuer au développement de leur territoire.

Les entraves à la stabilisation

La présence et la prolifération de plusieurs groupes armés qui refusent le désarmement, freinent le développement des communautés de Shabunda. L'insécurité augmente dans ce territoire à cause des activités de groupes armés. Dans ce territoire d'une superficie de 25.000 km² et d'une population estimée à 720.000 habitants, les vastes zones forestières servent de refuge aux groupes armés. De diverses factions du groupe Maï Maï de Raia Mutomboki et des éléments incontrôlés des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) sont accusés d'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment l'or, la cassitérite et le bois.

Le taux du chômage est très élevé à Shabunda; les jeunes, désœuvrés, se font régulièrement enrôler par les groupes armés pour avoir des moyens de subsistance. Cette situation décourage les partenaires, la plupart d'entre eux, à investir à Shabunda.

Shabunda, îlot de Stabilité pour le développement

L'érection de Shabunda en îlot de stabilité constitue un début de réponses aux problèmes de développement. Le concept d'îlot de stabilité qui consiste, pour le Gouvernement de la RDC, la MONUSCO et ses partenaires, à renforcer l'autorité de l'Etat dans les centres administratifs, permettra de freiner les activités illégales des groupes armés encore actifs dans ce territoire, comme Raia Mutomboki et d'inciter ceux-ci à déposer les armes. Le projet d'îlot de stabilité va également aider à soutenir les autorités locales et la société civile dans la démarche d'un bon dialogue social en vue de l'opérationnalisation d'un plan plus intégré et holistique de stabilisation. ■

Un pont métallique construit par UNOPS, désenclave Shabunda et ses localités

Photo UNOPS

Pour consolider la paix et restaurer l'autorité de l'Etat

Sange sauvé de l'insécurité ?

Voyage au cœur de la cité de Sange, dans le territoire d'Uvira, au Sud-Kivu, où la MONUSCO a établi un îlot de stabilité, le 29 octobre 2014. La population applaudit l'initiative mais elle demande une plus grande implication du Gouvernement, pour mettre fin au cycle infernal de violence dans cette partie-est du pays.

Par Jean Tobie Okala/MONUSCO

Sange a été rendu célèbre par le terrible incendie qui fit plus de 300 morts en 2010 à la suite de l'explosion d'un camion-citerne d'essence. Sange, c'est aussi le grenier agricole d'Uvira, malheureusement en proie à une insécurité devenue chronique. Plusieurs groupes armés y avaient élu domicile depuis l'époque de la rébellion (1996-1998), notamment les groupes armés BeDe, Simuzizi, Karakara et les FNL (venues du Burundi.) Et, récemment, avec les conflits ethniques entre les communautés Bafuliiru et Barundi de Mutarule et de Luberizi. Sange s'est retrouvée être la base-arrière de nombreux autres petits groupes armés.



Une scène du marché dans la cité de Sange

Dans le cadre de la pacification et de la restauration de l'autorité de l'Etat, les FARDC ont mené depuis le début de l'année 2014 plusieurs opérations militaires, surtout contre le groupe armé BeDe considéré comme principal source des troubles sociaux dans la Plaine de la Ruzizi. Aujourd'hui, avec le départ des groupes armés, la paix revient peu à peu dans cette cité.

Cependant, la population ressent, à tous les niveaux, l'absence de l'autorité de l'Etat. Pour consolider la paix retrouvée et restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones anciennement contrôlées par des milices et autres groupes armés, la MONUSCO a établi dans la cité de Sange un îlot de stabilité.

Buts et objectifs

Rappelons que les îlots de stabilité créés par la MONUSCO ont pour "objectif d'apporter l'appui technique afin de renforcer les capacités de l'Etat et de soutenir le Gouvernement dans son rôle de leader dans la promotion du développement des Provinces". Ainsi, la MONUSCO se déploie dans les zones libérées de groupes armés quelques heures seulement après la fin des combats. "Le but premier étant d'initier le processus de restauration de l'autorité de l'Etat en aidant à répondre aux

exigences minimum, au renforcement des capacités, et en appuyant le Gouvernement afin qu'il assume son rôle d'organisateur".

L'îlot de stabilité de Sange s'étend sur une distance de plus de 30 kilomètres, allant du Pont de Kiliba à celui de Kamanyola. Se trouvant au sein de la base militaire occupée par le contingent pakistanais, le QG de l'îlot de stabilité de Sange a été officiellement inauguré le 29 octobre dernier par l'Administrateur du territoire d'Uvira et le chef de Bureau de la MONUSCO. Trois tentes blanches servent à la fois de bureaux et de dortoir pour le personnel onusien. Pour l'instant, et en attendant le déploiement des autres Unités de la Mission, des éléments de la Police civile des Nations Unies et des agents de la Section des Affaires civiles font partie du personnel permanent de l'îlot. Leur rôle ? Collaborer avec les différents acteurs relevant des services de sécurité, de Société civile..., échanger sur les moyens de renforcer la sécurité et consolider la paix dans la Plaine de la Ruzizi.

Dans le cadre du processus de renforcement de l'autorité de l'Etat, le chef du bureau de la MONUSCO/Uvira, Ould Mohamed El Hacen, a confirmé : "La MONUSCO viendra renforcer la présence de l'autorité de l'Etat à travers la con-

struction de locaux administratifs (bureaux, Commissariats de police, lieux de détention, etc.) et/ou leur équipement". Il a ajouté : "notre présence se manifestera aussi par les bons offices pour renouer le dialogue intercommunautaire afin de privilégier la culture de l'entente, le respect mutuel et l'enracinement de la coexistence pacifique entre les différentes composantes ethniques".

L'initiative de la MONUSCO est appréciée par la population "fatiguée par la guerre et la violence". C'est du moins ce qu'en pense un habitant. Fidèle Kabongo, coordonnateur de la Nouvelle Société civile congolaise/Sange souligne : "Nous avons l'espoir qu'avec la collaboration de la MONUSCO à travers cet îlot de stabilité, nous aurons enfin la paix et à partir de là, nous pourrions amorcer le développement de notre région". Toutefois, ajoute-t-il, sans une plus grande implication du Gouvernement, nous craignons que malgré la présence de la MONUSCO, tous ces efforts ne soient vains. Car, explique-t-il, "dans toutes les réunions que nous tenons, le principal point qui revient constamment reste le désarmement des milices et groupes armés. Or, la MONUSCO nous explique que cela n'est pas de son ressort, mais plutôt de celui du Gouvernement congolais !". ■



Katanga

Paix et sécurité retrouvées à Manono

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler, décerne une médaille de l'ONU à un officier militaire pakistanais

Au Nord Katanga, la sécurité revient peu à peu dans le territoire de Manono, choisi comme îlot de stabilité par la MONUSCO, à 450 km au sud-ouest de Kalemie, depuis juillet 2014.

✂ Par François-Xavier Mybe/Radio Okapi

La vie a repris son cours normal depuis quatre mois dans le territoire de Manono, où la paix et la sécurité avaient été exposées à de nombreuses menaces du groupe armé "Bakata Katanga". C'est, entre autres, le résultat des efforts déployés aussi bien par les autorités civiles et militaires de la province du Katanga que la MONUSCO qui a fait de Manono un îlot de stabilité.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Martin Kobler, avait effectué en août dernier une mission dans cette zone pour lancer la mise en œuvre de cet îlot. Sa mission était intervenue au moment où la localité avait été secouée par le déplacement massif des populations provoqué par l'activisme des groupes armés et des conflits intercommunautaires.

L'Administrateur du territoire de Manono, François Kazembe, exprime sa satisfaction :

"La vie reprend. Ce système d'îlot de stabilité, c'est quelque chose que nous avons salué. Maintenant, il faut stabiliser le milieu et le développer et y asseoir l'autorité de l'Etat". Et d'ajouter : "Ce n'est pas un slogan, la collaboration dans la mise en œuvre des îlots de stabilité est bénéfique".

Reprise du trafic

Depuis quelques mois, le trafic routier reprend sans incidents à Manono alors qu'il y a peu il avait été perturbé à cause des activités de groupes Mai Mai et Kata Katanga. *"Nous avons recouvré une petite liberté mais il reste certaines poches d'insécurité à cause de la présence des Mai Mai à l'Est et au Sud de Manono, plus proches de Mitwaba et Pweto. Mais du côté de Mukebo vers Nyunzu et Kalemie, la sécurité est assurée",* témoigne un commerçant.

Le territoire de Manono a été retenu dans le programme de mise en œuvre d'îlots de stabilité suite à diverses considérations: Manono, de par sa position géographique,

est situé dans la région de ce que l'on a tristement appelé "Triangle de la mort". Il constitue une voie d'accès vers d'autres zones comme Moba, Mitwaba, Pweto et Malemba-Nkulu affectées par des conflits.

Manono est également une zone où des groupes armés sont encore actifs, notamment les Bakata Katanga avec à leur tête Gédéon Mutanga. Par ailleurs, les conflits intercommunautaires ont été aussi déterminants que jamais dans le choix de cette zone du fait de leur récurrence.

Pour ses premières actions dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat, la MONUSCO a orienté son appui vers l'Armée et la Police, principaux acteurs du système sécuritaire. Le retour de la sécurité à Manono est un signe de la réussite du partenariat entre le Gouvernement et la MONUSCO, comme l'ont mentionné les bénéficiaires du programme, qui ont souhaité sa poursuite ainsi que de l'appui de la MONUSCO. ■



Kalemie

A Lugwangulo, la MONUSCO veut aider à l'amélioration des conditions sécuritaires

La présence, à Manono, des casques bleus rassure la population

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO, Martin Kobler, a effectué une mission à Kalemie dans le District du Tanganyika (Nord Katanga), le 26 novembre 2014. Lors de cette deuxième mission en cinq mois dans le Nord Katanga, M. Kobler s'est rendu d'abord dans le site des déplacés de Lugwangulo. Il a ensuite participé à la cérémonie de remise de médaille des Nations Unies aux Casques bleus béninois de la MONUSCO déployés dans le Nord Katanga.

Par Marcelline Comlan/MONUSCO

Le site de Lugwangulo est situé à 12 km au Nord-Est de Kalemie. Il est géré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés et divers autres partenaires. Il compte 3 490 personnes dont 476 ayant opté pour une intégration locale en raison de la persistance de l'insécurité due à la présence des groupes armés (Mai-Mai, FDLR, FNL) dans leurs villages d'origine.

La particularité de ce camp est l'entente qui y prévaut entre deux communautés, Pygmées et Bantous. Sur ce site, ce sont les Pygmées qui ont accueilli les membres de la communauté Bantous venus du Sud-Kivu.

Le Représentant spécial a apprécié la fraternité et l'esprit de solidarité qui existent entre les personnes déplacées de ce site. Une cohabitation pacifique qui devrait constituer un exemple à suivre pour d'autres communautés.

Les déplacés ont clairement exprimé leur

intention de demeurer à Lugwangulo et ont plaidé pour l'amélioration des conditions de leur vie.

Ils ont porté à la connaissance du Représentant spécial quelques doléances, principalement la réhabilitation d'une école située dans ce camp et le paiement des salaires des enseignants, la construction d'un centre de santé, l'approvisionnement du site en eau potable, la fourniture du petit outillage agricole, la mise en place d'activités génératrices de revenus.

Martin Kobler a promis d'en discuter avec le Gouvernement et les partenaires humanitaires.

Les Casques bleus béninois : un engagement réel au service de la paix

A Kalemie centre, Place Maendeleo, Martin Kobler a présidé la cérémonie de remise de médaille aux Casques bleus du 8ème Bataillon béninois de la MONUSCO, en présence des autorités civiles et militaires congolaises,

du personnel des Nations Unies et des populations venues nombreuses assister à la manifestation.

Le Représentant spécial a salué les actions des militaires béninois en faveur de la protection des civils et la stabilisation de la province du Katanga, rappelant au passage que la région connaît actuellement un nombre croissant de déplacés internes.

Le travail de protection des populations doit se poursuivre, a précisé Martin Kobler, exprimant son admiration et sa satisfaction pour les tâches accomplies par le Bataillon avant de procéder à la remise des médailles aux récipiendaires.

Déployés au Katanga depuis plus de neuf mois, le 8ème Bataillon des casques bleus béninois compte 450 militaires dont 21 femmes, répartis dans huit localités, à savoir Kalemie, Bendera, Lubumbashi, Kamina Manono, Moba, Kongolo et provisoirement à Kabalo pour contenir le conflit Pygmées-Bantous. ■



Les militaires des FARDC et les agents de la Police Nationale Congolaise seraient les principaux responsables des violations des droits de l'Homme en octobre, selon le BCNUDH

Droits de l'Homme

De nouvelles violations enregistrées sur le territoire de la RD Congo

Au cours du mois d'octobre 2014, le BCNUDH a enregistré 236 violations des droits de l'Homme sur le territoire de la RDC, ce qui représente une hausse de près de 57% par rapport au mois de septembre 2014. Les types de violations des droits de l'Homme les plus rapportés sont les atteintes au droit à l'intégrité physique (88 violations et 171 victimes) suivies des atteintes au droit à la vie (65 violations et 138 victimes), des atteintes au droit à la liberté et à la sécurité de la personne (42 violations et 112 victimes) et des atteintes au droit de propriété (36 violations et 444 victimes). Les provinces les plus touchées restent les provinces de l'Est de la RDC, à savoir la province du Nord-Kivu, la province du Sud-Kivu puis la province Orientale.

L'ensemble des agents étatiques aurait été responsable de plus de la moitié du nombre total des violations des droits de l'Homme enregistrées par le BCNUDH en octobre 2014. Parmi les agents étatiques, les mili-

itaires des FARDC et les agents de la PNC seraient les principaux responsables des violations des droits de l'Homme commises en octobre 2014. Les militaires des FARDC auraient été responsables de 58 violations et les agents de la PNC auraient été responsables de 57 violations. Les combattants des groupes armés, tous confondus, auraient été responsables de 111 violations au mois d'octobre 2014. Parmi les groupes armés, les combattants des Forces alliées démocratiques (ADF) auraient été les principaux auteurs des violations des droits de l'Homme. Durant le mois d'octobre 2014, les combattants des ADF auraient intensifié leurs attaques dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu et auraient commis 40 violations des droits de l'Homme. La majorité des violations commises par les combattants des ADF ont consisté en des atteintes au droit à la vie, 25 violations ayant fait au moins 94 victimes. Il convient de noter que la plupart des exécutions sommaires auraient été commises à la machette contre des femmes et des enfants à leur domicile et la nuit.

Le 7 novembre 2014, à Kinshasa, la Haute Cour militaire a condamné le Général Jérôme Kakwavu à 10 ans de prison pour viol et crimes de guerre par meurtre et torture commis par lui directement et par les combattants sous son commandement dans le district de l'Ituri entre 2003 et 2005 par son groupe armé, les Forces armées du Peuple congolais (FAPC).

Au mois d'octobre 2014, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme conjointement avec la MONUSCO ont publié deux rapports sur les violations commises par le M23 au Nord-Kivu entre mi-avril 2012 et novembre 2013 d'une part et sur les violations commises par les agents de la PNC à Kinshasa dans le cadre de l'opération Likofi entre le 15 novembre 2013 et le 15 février 2014 d'autre part. Ce dernier rapport a fait l'objet de vives critiques par le gouvernement qui a déclaré le Directeur du BCNUDH, Scott Campbell, persona non grata et a demandé son départ de la RDC.

Source : BCNUDH

Situation sécuritaire

Poursuite des opérations militaires contre les groupes armés

A Beni, détermination de la conduite de l'opération "Sukola 1", dans le but de mettre un terme aux atrocités commises par les éléments résiduels de l'ADF contre les populations locales.

Des opérations de bouclage et de ratissage sont menées avec vigueur à Beni par les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, soutenues par les Casques bleus de la Force de la MONUSCO.

Elles sont menées partout dans le but de dominer le terrain, consolider les acquis de la débâcle de la rébellion du M23, interdire les activités des forces négatives. Elles visent aussi à surveiller les frontières congolaises, collecter des informations sur les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et les différents groupes Mayi-Mayi, mais également rassurer et protéger les populations civiles.

Les troupes de la Force onusienne engagées dans ces opérations mènent des patrouilles aériennes, motorisées et à pied, de jour comme de nuit dans les quartiers de la ville de Goma, ainsi que dans les territoires de Nyrangongo, Masisi, Rutshuru et Walikale.

Les soldats de la paix de la Brigade d'Intervention de la Force onusienne poursuivent également leurs activités de traque et de neutralisation des groupes armés actifs dans la province, mais aussi, de soutien aux troupes des FARDC et à la restauration de l'autorité de l'Etat congolais dans les zones conquises aux forces négatives, ainsi que dans les îlots de stabilité.

Les statistiques à ce jour d'anciens rebelles des FDLR transportés vers le camp de transit Général Bahuma à Kisangani, font état de huit cents vingt et un (821) individus, comprenant cent quatre-vingts dix (190) ex combattants, cent cinquante-trois (153) femmes et quatre cents soixante-dix-huit (478) enfants.

Au Sud-Kivu, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent leurs opérations visant à éradiquer les groupes armés dans cette province, où le climat sécuritaire

a été jugé stable. Par ailleurs, d'autres offensives contre les groupes armés actifs dans cette province sont menées par le biais de sept (07) opérations unilatérales des Casques bleus de la Force onusienne et une (01) autre conjointe avec l'armée gouvernementale, dénommées "Kimbilio Salama III" (Safe refuge III), Refuge sûr III, "Safeguard III" (Protection III), "Mkesha II", "Outreach" (Longue portée), "Amani ya kudumu II" (La paix durable II), "Safe water III" (Eaux sûres III), "Safari majini" (Navigation sûre), et "South sailboard" (Navigation vers le Sud). Et ce, dans le but de combler le vide sécuritaire créé par le redéploiement des unités de l'armée congolaise au Nord-Kivu et protéger les populations civiles.

Les différents postes opérationnels de la Force onusienne déployés dans cette province, maintiennent également la pression sur les groupes armés et assurent la protection des populations civiles, par la conduite de

patrouilles intensives menées dans les différentes localités de cette partie du pays.

Les activités négatives perpétrées par les éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et ceux du groupe Mayi-Mayi Bakata-Katanga ainsi que Yakutumba, rendent le climat sécuritaire volatile et imprévisible au Katanga.

Toutefois, les Forces onusienne et congolaise maintiennent l'environnement sécuritaire sous leur contrôle par la conduite d'opérations vigoureuses contre ces groupes armés.

La Force de la MONUSCO soutient les opérations menées par les troupes des FARDC au Katanga et y mènent également des patrouilles intensives de domination de terrain, dans le but de combattre les activités des forces négatives et protéger les populations civiles...



Les Casques bleus, en patrouille, pour sécuriser les populations civiles

Photo MONUSCO/Abel Kavanagha



Le Docteur Mukwege (au centre) entouré de femmes qui lui témoignent de leur affection

Journée internationale de l'élimination de la violence...

Reconnaissance de l'Europe à "L'homme qui répare les femmes"

Dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en RD Congo, Martin Kobler, a effectué une visite de soutien aux travailleurs de l'hôpital général de référence de Panzi, à Bukavu au Sud Kivu, le 26 novembre 2014. Il a salué le courage et l'humanisme du Docteur Denis Mukwege, un homme qui risque sa vie, chaque jour, pour soigner et sauver des femmes.

Par Alain Likota et Aissatou L. Touré/MONUSCO

Martin Kobler a rendu une visite de solidarité aux nombreuses femmes victimes de viols, prises en charge par Docteur Denis Mukwege. S'adressant au personnel de l'hôpital, il a reconnu que ce travail était "très dur". Par ailleurs, a-t-il ajouté, toute la famille des Nations Unies soutient ce travail, car "la lutte contre les violences sexuelles est une priorité". Pour le Chef de la MONUSCO, "chaque viol est un viol de trop".

La visite de Martin Kobler à l'hôpital de Panzi a été également l'occasion pour lui de rendre hommage au Dr. Denis Mukwege pour un prix Sakharov 2014 qui lui a été décerné le 21 octobre dernier par le Parlement Européen à Strasbourg, en reconnaissance de son travail auprès des femmes victimes de viols et de violences sexuelles en République Démocratique du Congo. Dans un livre qui lui est consacré, une jour-

naliste belge a surnommé Denis Mukwege "l'homme qui répare les femmes", on y apprend que "Denis Mukwege est, à l'origine, un simple médecin, devenu un lanceur d'alerte, sur ce qu'il voit chaque jour dans son hôpital. Fils de Pasteur congolais, il a fait des études de médecine au Burundi puis en France, au CHU d'Angers (Maine-et-Loire). De retour dans son pays, il fonde un hôpital à Bukavu".

Le docteur Mukwege a assisté au génocide des tutsis du Rwanda et a reçu les victimes dans son hôpital. Il a, ensuite, reçu les victimes des déplacements de populations entières venues du Rwanda. Depuis lors, l'instabilité politique n'a jamais cessé dans cette région. Des groupes armés se disputent ce territoire avec un mode d'action nouveau pour asservir et terroriser les populations locales : le viol collectif et les mutilations génitales des femmes comme arme de guerre. Des exactions massives commises

spécifiquement envers les femmes pour atteindre l'honneur des hommes.

On estime que, depuis 1996, l'hôpital du docteur Mukwege a reçu et soigné 40.000 femmes. Les mutilations qui leur ont été infligées sont telles qu'il faut les opérer pour leur sauver la vie.. De fait, le docteur Mukwege est devenu bien malgré lui l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la fistule (réparation d'une communication anormale entre les voies génitales et les voies anales). Ceci donne une idée de la violence des crimes sexuels commis dans cette région.

Grace à "papa Mukwege", comme l'appellent affectueusement ses patientes, aujourd'hui, le monde entier est en train de prendre conscience de la gravité des exactions commises contre les femmes dans cette région des grands lacs. ■

Kinshasa "UN CARES"

Quand la MONUSCO sensibilise sur EBOLA et VIH/Sida...

Une journée de sensibilisation organisée, par les Nations Unies à l'intention du personnel et des membres de leurs familles unit la MONUSCO et les agences pour réfléchir aux fléaux du VIH/Sida et d'Ebola.

Par Yulu Kabamba/MONUSCO

Le site du bataillon ghanéen de la MONUSCO à Kinshasa a servi de cadre, le 2 novembre 2014, à l'organisation des activités dénommées "UN CARES" (L'ONU AVEC NOUS) pour la réduction du VIH/SIDA dans le milieu de travail au sein des Nations Unies. En organisant ces activités, la MONUSCO et les agences du système des Nations Unies ont voulu soutenir et appuyer le programme d'accès universel à une gamme complète des avantages comprenant la prévention, le traitement, les soins et le soutien pour tous les personnels de l'ONU et leurs familles.

Environ 300 personnes, parents, enfants et adolescents ont répondu à l'appel de l'ONU. Dans une ambiance bon enfant, les organisateurs ont parlé, avec méthode, de la maladie à virus Ebola et du VIH/Sida, connues pour leur plus grande propagation.

Le Coordonnateur Résident des Nations Unies en charge des Actions Humanitaires, Moustapha Soumaré, le Coordonnateur pays de l'ONU SIDA et d'autres chefs d'agences du Système onusien ont eux aussi participé à la sensibilisation.

Dans son discours marquant le caractère solennel de l'évènement, le président de l'Association du personnel des Nations Unies (FUNSU), Kitege Yampanya, a souligné l'importance et l'objectif de "UN CARES": "Nous, personnel des Nations Unies, œuvrons surtout pour les autres, souvent dans des situations à haut risque en nous oubliant nous-mêmes "UN CARES" a été créée pour nous permettre de marquer une pause pour penser à nous ainsi qu'à nos familles, sur le VIH/SIDA et sur Ebola".

Pour sa part, M. Moustapha Soumaré a invité tout le personnel des Nations Unies à

réfléchir sur ce qu'il faut faire pour préserver "nos familles" des fléaux du VIH/Sida et d'Ebola. "Nous devons porter l'information à nos familles pour éviter de jouer au cordonnier mal chaussé", a-t-il prévenu.

Des informations utiles sur ces deux maladies ont été fournies au public par des médecins de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) appuyés par le Représentant de cette organisation, le Dr. Joseph CABORÉ. Des mesures préventives ont été recommandées, dont le lavage des mains en suivant les différentes étapes suivantes: le savonnage, la friction (dans les paumes des mains, entre les doigts, le long des doigts et dans les ongles), le nettoyage avec des serviettes à usage unique.

Pour le Représentant Résident de l'OMS, il fallait commencer par combattre la peur, enlever de la tête des gens qu'Ebola est synonyme de mort car, bien des patients ont été guéris grâce aux soins appropriés administrés à temps.

Ce jour dominical du 2 novembre, durant toute l'après-midi, une campagne de sensibilisation a été menée avec succès. Des visites de stands des différentes agences des Nations Unies, du counseling de masse, de démonstration de lavage des mains par l'UNICEF, des messages destinés aussi aux enfants par UNFPA/OMS et des conseils pour le dépistage volontaire du VIH/Sida ont été organisés. ■



Campagne de sensibilisation. Des idées innovantes et partageables avec d'autres



De gauche à droite, Jule Law, Alioune Badara Thiam dit Akon, et Jeremy Gilley lors d'un concert de paix "Peace One Day" organisé à Goma, le 21 septembre 2014

Photo MONUSCO

MONUSCO

Les Pratiques optimales en marche !

A la découverte des pratiques optimales qui permettent aux missions de maintien de la paix de capter et de conserver la mémoire institutionnelle et de mieux gérer nos connaissances collectives. Le fonctionnaire chargé des pratiques optimales : Qui est-il? Que fait-il? Description.

✂ Présenté par Luisa Ryan/MONUSCO

✂ Traduction en Français de Tom Tshibangu/MONUSCO

Le fonctionnaire chargé des pratiques optimales (Best Practices Officer) fait partie de la Cellule de planification stratégique, qui relève du Bureau du Chef de Cabinet du Représentant spécial. Son rôle est d'observer comment la MONUSCO fait son travail, dans le but notamment de recueillir les idées innovantes et d'en tirer des enseignements à partager avec d'autres au sein de la communauté du maintien de la paix.

Les pratiques optimales permettent aux missions de maintien de la paix de capter et de conserver la mémoire institutionnelle, de mieux gérer aussi nos connaissances collectives. Elles aident les membres du personnel à éviter de constamment réinventer la roue : un problème particulier que connaissent les missions de maintien de la paix où la rotation des effectifs peut parfois s'avérer fort. Il existe plusieurs façons d'accéder aux pratiques optimales élaborées au niveau du

Quartier Général et d'autres missions, qui peuvent être adaptées à notre travail.

Nous pouvons : Rejoindre une Community of practice (Communauté de pratique), c'est-à-dire un réseau de personnes travaillant sur des problématiques ou domaines qui vous intéressent. Des fonctionnaires provenant de l'ensemble du système de maintien de la paix se rejoignent et partagent des idées à travers ces communautés virtuelles. Con-

sulter la Base de données sur les politiques et les pratiques (<http://ppdb.un.org/>) pour trouver des rapports ou des enseignements tirés des expériences des sections similaires dans d'autres missions. Lire le bulletin mensuel qui fournit des orientations en matière de gestion des connaissances et exploiter toute idée intéressante pour nous et notre équipe.

Finalement, nous pouvons nous adresser au fonctionnaire chargé des pratiques optimales au sein de la MONUSCO, qui peut nous mettre en contact avec l'Equipe des pratiques optimales au siège ou dans d'autres missions. Il existe également 30 points focaux répartis entre les sections organiques et d'appui à la MONUSCO ainsi qu'un officier chargé des pratiques optimales auprès de la Force de la MONUSCO. Cette équipe des pratiques optimales est là pour nous aider à trouver des exemples et expériences tirés d'autres missions, qui pourraient faciliter le travail.



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Les jeunes enfants, dépendants du staff MONUSCO, se font expliquer les différentes étapes de l'évolution de la maladie à virus Ebola

Types d'outils ou documents de collecte de pratiques optimales

Il y a des outils et modèles de document spécifiques que les fonctionnaires remplissent dans toutes les missions. Il s'agit de : Analyses après action (AAA) : lorsqu'un projet ou événement particulier est achevé, des AAA peuvent être effectuées afin de noter les réussites spécifiques ou les enseignements tirés. Rapports de fin d'affectation : ceux-ci sont établis par des fonctionnaires de niveau P4 et supérieur, et sont publiés dans la base de données. D'autres catégories de personnel peuvent remplir une note de passation des fonctions à l'intention des autres membres de leur équipe, mais cette note n'est pas publiée.

Enquêtes sur les pratiques

Lorsque le siège rassemble des informations sur la manière dont les différentes missions

de maintien de la paix traitent une question spécifique. Analyses des enseignements tirés : Dirigées par le siège, celles-ci impliquent souvent l'intervention d'un consultant externe appelé à fournir une évaluation objective de la manière dont une Mission s'est acquittée de sa tâche sur l'axe de travail ou un projet particulier.

Tous les rapports et modèles associés peuvent être trouvés dans la Base de données sur les Politiques et les Pratiques à POINT Quick Links (POINT Liens Rapides) ou en accédant à l'adresse <http://ppdb.un.org/>.

En complément des outils indiqués ci-haut, la MONUSCO a élaboré des instantanées (snapshots)/études de cas de bonnes pratiques, qui visent à présenter, de façon simplifiée, l'information sur ce que nous faisons,

afin de permettre à d'autres de tirer des leçons de notre expérience.

Ils sont particulièrement utiles dans le cadre des projets nouveaux et innovants où nous voulons partager des idées qui n'ont pas été développées assez longtemps pour en tirer des leçons de façon systématique. Les missions en phase de démarrage peuvent également tirer profit du partage de nos systèmes ou méthodes d'opération qui pourraient ne pas se ranger explicitement dans d'autres catégories de pratiques optimales. Mais il est important de rappeler que les pratiques optimales, c'est le travail de tout le monde au sein de la MONUSCO. Nous voulons être aussi utiles et aussi pratiques que possible. Si vous avez une idée ou un projet que vous voudriez partager, n'hésitez pas à contacter Luisa (ryan@un.org). ■

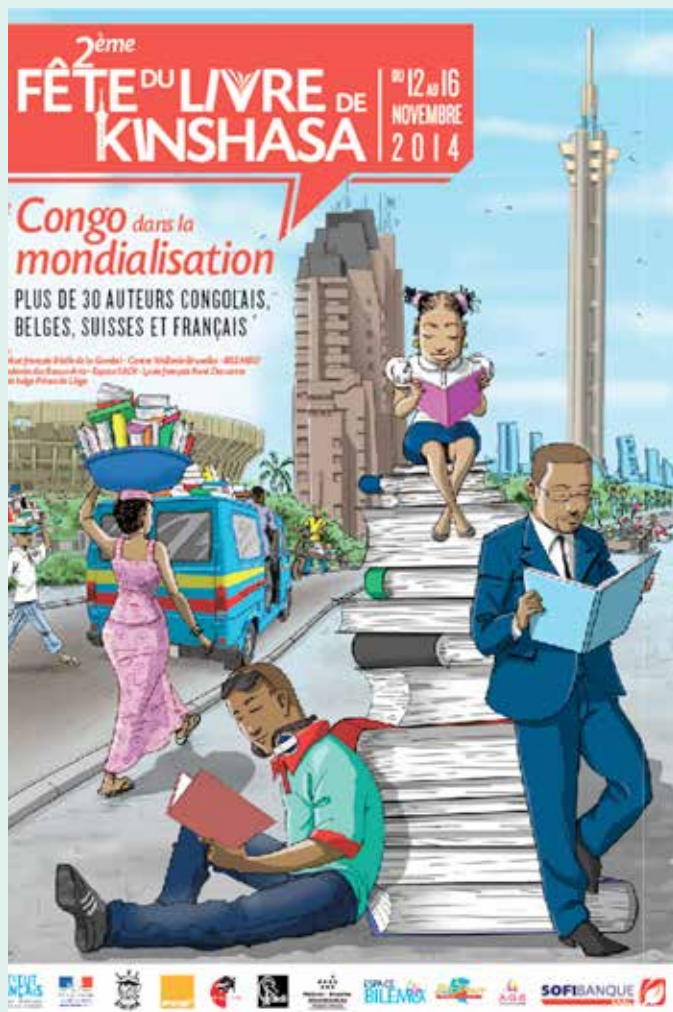


Cette image montre pourquoi les pratiques optimales sont importantes ; les travailleurs disposent d'outils (roues rondes) pour faciliter leur travail, mais ils ne les utilisent pas !

Première Biennale de l'art contemporain, Festival des Solidarités 2014, Ballet des cinéastes euro-africains...

Novembre Un mois culturel vécu à Kinshasa

Un condensé de Jean-Marc Matwaki/Radio Okapi



Livre : des auteurs congolais, suisses, belges et français à l'honneur

La deuxième édition de la fête du Livre a eu lieu à Kinshasa du 12 au 16 novembre 2014. Une trentaine d'auteurs congolais, belges, suisses et français ont exposé

leurs livres et échangé avec les lecteurs autour de plusieurs activités, dont lectures, spectacles, débats, musique, ateliers, expositions, séances de dédicaces. Une librairie éphémère et un concours de Bande Dessinée ont été organisés. "Le Congo dans la mondialisation", tel a été le thème retenu pour cette nouvelle édition du livre à Kinshasa.

Ces activités de la fête du livre, organisées par l'Institut français, se sont étendues sur plusieurs sites, notamment à l'Institut français de Kinshasa, au centre Wallonie Bruxelles, à l'Espace culturel Texaf Bilemba, à l'académie des Beaux-Arts, au Lycée français René Descartes, au Lycée Prince de Liège et à l'espace Sadi.

Cette année, un accent a été mis sur la richesse de la littérature du Congo, son rôle et son apport dans le monde. Un rôle qui ne se limite pas qu'aux ressources naturelles du pays, à sa musique et à sa danse, mais aussi et surtout à sa riche littérature francophone.

Le Festival des Solidarités'2014 : une vitrine pour l'expression artistique congolaise

La 3^{ème} édition du Festival des Solidarités (Fessol) s'est tenue du 20 au 23 novembre 2014 en la salle Mongita, siège du Théâtre et du Ballet National. Le thème retenu cette année était "l'Expression artistique au cœur de l'émergence de la RD Congo". Plusieurs activités ont été organisées, entre autres, un carnaval motorisé, des rencontres professionnelles, des séances de projections des films thématiques accompagnées des débats, des spectacles de musique, la danse, le théâtre et des expositions d'oeuvres d'art et d'artisanat.

Le Festival des solidarités est un espace ouvert de promotion de la liberté d'expression et de participation d'artistes en herbe des quartiers populaires de la ville de Kinshasa. Des artistes de Kinshasa, de Lubumbashi et de Bukavu y ont été invités. Le Festival des solidarités travaille en partenariat avec le Centre d'art Picha de Lubumbashi et le Festival de Bukavu. C'est un projet du Réseau de Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et Sociaux (PRODDDES). Il bénéficie du soutien de Wallonie Bruxelles International et de Solidarité Socialiste.

La première "Biennale de l'art contemporain"

La première "Biennale de l'art contemporain" dénommée "Yango" (en français c'est ça) s'est ouvert le 21 novembre sous le thème

"Avancer" dans les sites de l'Académie des Beaux - Arts, du Centre Wallonie Bruxelles, de l'Institut français, d'Echangeur de Limete.

25 artistes venus d'Asie, d'Europe, des Caraïbes et d'Afrique ont pris part à cette grand-messe des arts plastiques et visuels. Au menu : des expositions, ateliers, performances, conférences débats et spectacles de musique. Un jury de professionnels du monde de l'art a décerné neuf prix, incluant les aides à la création et les résidences d'artistes. Cette biennale est une initiative de l'agence de production Mutotutu en partenariat avec l'Union Européenne, Radio Okapi et tant d'autres structures d'ici et d'ailleurs. La biennale de Kinshasa vient rallonger la liste des biennales existantes dont celles de Dakar (Dak'art), de Bamako, de Casablanca et entend servir de vitrine à la créativité des Congolais à Kinshasa, à Lubumbashi et partout en RDC.

Des cinéastes venus d'Europe, d'Afrique de l'Ouest et australe échangent au Centre d'art Picha à Lubumbashi

Le centre d'art Picha a accueilli du 21 au 23 novembre un événement culturel dénommé "BODA BODA". Plusieurs artistes, principalement des cinéastes venus d'Europe, d'Afrique de l'Ouest et australe se sont retrouvés pour échanger autour de l'image. Le projet BODA BODA LOUNGE est un festival vidéo intercontinental qui devra être présenté dans 15 lieux/espaces à travers l'Afrique. Le projet présente des vidéos d'artistes basés en Afrique ou d'origine africaine. L'exposition s'est poursuivie jusqu'au 23 novembre 2014.

Places : Picha (Lubumbashi), Alle School of Fine Arts and Design (Addis), VANSÁ (SA), Townhouse (Cairo), Medina (Bamako), Centre Soleil de l'Afrique (Bamako), VAN Lagos (Lagos), Voices In Colour (Bulawayo), 32° EAST(Kampala), Kin Art Studios (Kinshasa), Njelele Art Station (Harare) and an online exhibition at Chimurenga Chronic (Chimurenga.co.za).

"Little Miss Nobody" séduit le public de Kinshasa

Le cinéaste belge Bernard Balteau, réalisateur du film documentaire "Little Miss Nobody" a été présenté en avant-première au Centre Wallonie Bruxelles le 18 novembre dernier. Ce film tourné en février 2014 à Kinshasa et Kisangani, relate les événements dramatiques de Stanleyville de 1964, par une rescapée belge qui est

revenue au Congo 50 ans après. L'avant-première de ce film à Kinshasa intervient quelques jours après l'étape de Bruxelles. D'autres projections ont eu lieu à Kisangani. Le film a été diffusé sur la Radio-télévision Belge (RTBF) avant de parcourir quelques festivals.

Sortie en avant-première du film "John Of God"

Le film "John Of God" a été présenté en avant - première le 21 novembre 2014 au Grand Hôtel Kinshasa. Cette fiction tournée à Kinshasa par des techniciens congolais et américains, aligne dans sa distribution quelques célébrités de la musique et du théâtre congolais, dont le chanteur Ferré Gola et les comédiens

Jean Shaka Tshipamba et Moise Ilunga Shambuy. "John Of God" est un film de Sele M'poko, réalisateur congolais qui a évolué durant plus ou moins 20 ans aux Etats Unis d'Amérique. A travers ce film, le réalisateur brosse un portrait plus gai et cool de la ville de Kinshasa au-delà du tableau triste et sombre diffusé dans les médias étrangers.

Un nouveau site internet pour promouvoir les droits de l'homme et les actions de la société civile

www.ndhcongo.org c'est le nouveau site internet lancé par la maison des droits de l'Homme du Centre Carter. Ce nouveau site internet constitue une vitrine pour la société civile congolaise et propose une variété d'informations sur les droits de l'Homme en République démocratique du Congo. ■

Vous avez dit stabilité ?

Quelle stratégie faut-il mettre en oeuvre pour stabiliser l'ensemble des provinces troubles de l'Est de la République démocratique du Congo sorties de conflits? A travers le processus d'îlots de stabilité lancé dans les zones de l'Est de la République démocratique du Congo sorties du conflit armé, la MONUSCO tente d'appuyer le Gouvernement de la RDC à restaurer l'autorité de l'Etat. Mais pour combien de temps? Décryptage d'une ambition.

✂ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Dans l'Est de la République démocratique du Congo, après la défaite du Mouvement du 23 mars (M23) et la reddition de nombreux autres groupes armés, les îlots de stabilité initiés par la MONUSCO commencent à fonctionner. Un fonctionnement progressif mais sûr, qui crée, déjà, des conditions propices à la restauration de l'autorité de l'Etat, vers l'établissement d'une stabilité durable.

La présence de la MONUSCO dans ces zones permettrait aux Forces armées de la République démocratique du Congo et à la Police nationale congolaise renforcée

de disposer de plus de temps pour assumer leur responsabilité première, celle d'assurer la protection des populations.

Le sujet reste d'actualité car, l'action menée par la MONUSCO est fortement appréciée. Cependant, les attentes des habitants des zones stabilisées sont pressantes. A Goma comme à Bukavu, en passant par Manono au Katanga, le concept d'îlots de stabilité suscite tellement des réactions que la sensibilisation sur cette stratégie doit être permanente.

Vous avez dit stabilité ?

Les îlots de stabilité sont une intensifica-

tion des interventions de la MONUSCO en appui à la restauration de l'autorité de l'Etat dans une zone bien définie. Ils ont été créés particulièrement au Nord Kivu afin de rétablir rapidement l'autorité de l'Etat en appuyant la police, la justice et l'administration locale. 4,5 millions de dollars de fonds supplémentaires sont consacrés aux efforts immédiats de redressement social et de construction des infrastructures.

Les îlots de stabilité ont pour objectif de lancer le processus de restauration de l'autorité de l'Etat, d'apporter l'appui technique afin de renforcer les capacités de



Des troupes de la Brigade d'Intervention de la MONUSCO en patrouille à Pinga au Nord Katanga

Photo MONUSCO/d'archives



Une patrouille diurne des Casques bleus dans les rues de Goma au Nord Kivu

Photo MONUSCO

l'État et de soutenir le Gouvernement dans son rôle de leader dans la promotion du développement de la province et du pays.

Modus operandi

La MONUSCO se déploie dans les zones libérées de groupes armés quelques heures seulement après la fin des combats. Le but premier est d'initier le processus de restauration de l'autorité de l'État en aidant à répondre aux exigences minimum, au renforcement des capacités et en appuyant le Gouvernement afin qu'il assume son rôle d'organisateur, en appuyant les efforts de plaidoyer du gouvernement territorial.

Et pourtant, les îlots de stabilité ne doivent pas dépasser la durée d'une année. Après cette période, les organismes et organisations des Nations Unies ayant un mandat en matière de relèvement rapide et de développement doivent prendre le relais.

Ce n'est pas tout. Certaines activités pourraient prendre plus d'une année avant d'être finalisées. Dans ce cas, la MONUSCO ne devrait pas s'engager pour plus d'une année et devrait, très tôt dans le processus,

travailler avec le Gouvernement et avec d'autres organismes des Nations Unies pour une passation des responsabilités avant la fin de la première année.

Les activités des îlots de stabilité sont centrées sur la restauration de l'autorité de l'État, et pas sur les activités de développement qui peuvent être réalisées par les organismes de l'ONU ou d'autres acteurs présents sur le terrain. Cependant, la réfection d'une prison, le renforcement des capacités de quelques responsables gouvernementaux peuvent être considérés comme des activités de développement), par exemple.

L'ambition des îlots de stabilité est d'apporter une nouvelle approche au travail de la Mission, approche qui met l'accent plutôt sur les solutions aux problèmes systémiques dans les prestations de services par l'État au niveau local que sur la prestation directe de services.

Les îlots de stabilité sont aux côtés du Gouvernement et travaillent avec celui-ci au quotidien. Le personnel des îlots de stabilité doit avoir une approche pratique et durable

s'agissant de la restauration de l'autorité de l'État. Ce personnel s'attache également à renforcer les capacités au moyen de formations sur le terrain, l'encadrement, l'accompagnement et l'assistance technique.

Le Gouvernement doit rapidement et de façon visible remplir le vide créé par le départ d'un groupe armé.

Ainsi qu'on peut le constater, les îlots de stabilité sont une intensification des activités civiles de la MONUSCO dans les zones où ils sont établis. Ils exigent une réaction et un déploiement rapides; ils apportent de la vitesse aux actions de la MONUSCO et visent des résultats tangibles et visibles; ils exigent une flexibilité dans les activités de la Mission et au sein de son personnel. Ils apportent une dimension d'urgence à la Mission.

Ce que nous croyons c'est que la stratégie d'îlots de stabilité est un processus de stabilisation de l'ensemble du territoire Est de la République démocratique du Congo, fragilisé par les guerres de ces dix dernières années. ■



Produit par l'Unité des Publications de la Division de
l'Information publique de la MONUSCO
Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe
Téléphone : (243) 81 890 6650- (243) 81 890 6885